Règlement intérieur de HurdFr, association à but non lucratif régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Article 1 *Préambule*

Ceci constitue le règlement intérieur de l'association HurdFr. Conformément aux statuts de l'association, il est établi et voté par le conseil d'administration. Ce règlement intérieur a été approuvé lors de l'assemblée générale du 29 décembre 2004. Tout adhérent s'engage au vu des statuts et du règlement intérieur de l'association. L'association HurdFr a pour but de promouvoir et de participer au développement du système d'exploitation informatique libre GNU et en particulier du Hurd, qui constitue sa base.

Article 2 *Communication officielle interne*

Toute communication officielle de n'importe quel membre du bureau ou du bureau aux membres ou à un des membres doit être signée avec leur clé GnuPG. Ces clés doivent être obligatoirement placées dans une "keyring" prévue à cet effet. Les adhérents sont fortement invités à se munir d'une clé GnuPG et à la faire signer par d'autres adhérents, faute de quoi toute communication devra se faire par voie postale.

La communication des membres au secrétariat n'est soumise à aucune obligation de signature numérique, sauf exception clairement précisée.

Sauf mention contraire dans les statuts ou le règlement (en particulier, adhésion et démission), les communications se font par voie numérique dès que possible, sauf demande contraire, motivée, de l'adhérent concernant la communication lui étant destinée. Les adhérents choisissent librement d'utiliser la voie numérique ou la voie postale pour leur communication avec le bureau ou le secrétariat.

Article 3 *Conditions d'admission*

Les montants des cotisations sont fixés comme suit

:

- la cotisation annuelle des personnes physiques membres actifs ne disposant pas d'un revenu fixe est de 10 EUR minimum, sans limite, au choix de l'adhérent.*
- La cotisation annuelle des autres personnes physiques membres actifs est fixée à 30 EUR minimum, sans limite, au choix de l'adhérent.*
- la cotisation annuelle des membres bienfaiteurs est fixée à un montant de 200 EUR minimum, sans limite, au choix de l'adhérent.*

La liste des membres est publique pour l'ensemble des membres de l'association, ainsi que pour les candidats en période d'élection, comme précisé dans la loi. En revanche, l'association n'est pas autorisée à publier, les informations personnelles du membre sans son accord, i.e. toute information en dehors de ses noms et prénoms.

Pour obtenir le statut d'adhérent, la personne devra prendre connaissance des statuts et du règlement intérieur de l'association, et remplir le formulaire d'adhésion. Ces documents sont disponibles sur le site Web de l'association (<http://hurdfr.org>). Si la personne ne dispose pas d'accès au Web, elle pourra demander ces documents par courrier au secrétaire de l'association. Tout membre devra renvoyer par voie postale, au président ou au secrétaire, une demande d'adhésion signée, accompagnée des informations suivantes :

- nom et prénoms,*

- adresse postale complète et tout autre moyen de communication permettant de la joindre (la possession d'une adresse email est fortement recommandée),
- téléphone,
- profession (ou activité),
- une description facultative de ses centres d'intérêt informatiques et personnels,
- une description facultative de son environnement de travail,
- les motivations qui le poussent à rejoindre l'association,
- montant de la cotisation,
- empreinte GnuPG, s'il y a lieu ;

Ces informations font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, les membres bénéficient d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent auprès du secrétaire de l'association. Le fichier des membres fait de plus l'objet d'une déclaration à la CNIL, à réaliser dans un délai d'un an à partir de la date d'adoption du présent règlement intérieur, telle que spécifiée en préambule.

L'adhérent s'engage à porter à la connaissance de l'association toutes modifications portant sur son adresse postale, adresse électronique, téléphone.

Toute demande d'adhésion sera examinée par le conseil d'administration, qui vérifiera la validité de la demande d'adhésion. Si l'un des membres du conseil d'administration demande le refus de la demande d'adhésion, un vote aura lieu. Si plus de la moitié du conseil d'administration vote pour, alors la demande d'adhésion sera acceptée.

Le résultat de la demande d'adhésion sera communiqué par voie numérique signée, ou postale sur demande de l'adhérent, par le secrétaire. Il sera accompagné d'un exemplaire des statuts et du règlement intérieur.

Une fois l'adhésion acceptée, le nouveau membre disposera d'un délai d'un mois pour régler le montant de sa cotisation, par chèque, virement bancaire, ou liquide. Si après ce délai, aucun paiement n'est parvenu au trésorier, l'adhésion sera considérée comme nulle. Le trésorier accuse réception de l'encaissement par l'envoi d'un reçu sous forme électronique signée ou, à défaut, postale.

Les adhésions sont valables du 1er janvier au 31 décembre de l'année en cours. Pour renouveler son adhésion, l'adhérent aura un délai de deux mois pour payer le montant de la cotisation de l'année suivante (donc entre le 1er janvier et le 1er mars). Le conseil d'administration se réserve le droit de refuser toute ré-adhésion, selon les conditions prévues pour l'adhésion par les statuts.

Article 4 Fonctionnement

Tout acte ou prestation effectué au bénéfice de tiers au nom de l'association par l'un de ses membres, devra être autorisé par le conseil d'administration. Si l'acte ou la prestation au nom de l'association est rétribué, il ne pourra donner lieu à rétribution personnelle, l'association étant dans ce cas le seul bénéficiaire autorisé, par un règlement transmis au trésorier.

Aucune prise de position publique ne peut se faire au nom de l'association par un adhérent extérieur au conseil d'administration, sans l'accord préalable de ce dernier.

Le conseil d'administration a toute latitude pour engager les dépenses courantes de l'association, sous réserve de l'accord du président et du trésorier. Toutefois, le conseil doit voter à la majorité simple toute dépense supérieure à un montant de 1000 EUR.

Article 5 Rôle des membres

Peut être membre actif toute personne physique ou morale, mineure ou majeure ayant rempli le formulaire d'adhésion et versé la cotisation d'un montant cité plus haut.

Les membres actifs disposent d'un droit de vote lors des assemblées générales, en particulier pour l'élection des membres du bureau. Ils disposent aussi du droit de demander la réunion d'une assemblée générale, qui sera accordé ou non en accord avec les statuts de l'association. Ils peuvent aussi être candidat à l'élection au bureau, sachant que le président, responsable en justice, et le trésorier devront être majeurs.

L'exclusion d'un membre ne peut se faire que par vote lors d'une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire. Elle n'est effective que si 3/4 des membres présents - avec un quorum de 50% - votent pour l'exclusion.

Une personne morale peut être membre de l'association à la stricte condition qu'elle choisisse un représentant physique à qui elle délègue tous ses droits. Le conseil d'administration devra statuer sur chaque adhésion d'une personne morale.

Peut être membre bienfaiteur toute personne physique ou morale, majeure si physique, ayant rempli le formulaire d'adhésion prévu à cet effet et ayant versé une cotisation supérieure ou égale à un montant fixé plus haut. Le montant de la cotisation pourra être abaissé à un montant fixé par l'assemblée générale pour les associations à but non lucratif.

L'adhésion d'un membre bienfaiteur est soumise à l'acceptation du conseil d'administration. Il n'a pas le droit de vote lors des assemblées et ne peut être élu au bureau. Il ne peut utiliser son appartenance à l'association ou le nom de l'association d'une façon générale qu'avec l'accord préalable du conseil d'administration. Cependant, rien n'interdit à un membre bienfaiteur d'être également membre actif, auquel cas le titre de membre bienfaiteur sera une distinction "honorifique".

Article 6 Prise de position

L'association HurdFr pourra prendre position au sujet d'événement ayant trait à ses buts tels que définis dans les statuts. La décision se prend à l'unanimité du conseil d'administration ou selon un référendum numérique qui devra réunir un quorum de 70% des membres.

Article 7 Groupes

Les membres ont la possibilité de créer des groupes fondés sur des critères de proximité géographique ou d'appartenance à un projet commun. Ils choisissent alors un délégué qui devra assurer un lien comme des listes d'information entre le groupe et le conseil d'administration. Ils disposent de ressources numériques particulières.

Article 8 *Processus référendaire numérique*

Lors d'un processus référendaire numérique, les votes doivent être signés numériquement avec une clé GnuPG se trouvant dans la "keyring" HurdFr. Les votes se déroulent selon la méthode du vote alternatif telle que décrite dans les statuts.

Pendant une durée d'un an à compter de la date d'adoption du présent règlement intérieur, la procédure de dépouillement se déroule ainsi : Les votes sont adressés à une adresse de courrier électronique précisée dans l'annonce du referendum, et transmis au secrétaire et au président. À la fin du vote, le dépouillement est effectué par le secrétaire, sous contrôle du président. Les votes anonymisés seront ensuite mis à disposition des candidats en même temps que l'annonce des résultats.

HurdFr s'engage à trouver une solution pour organiser un système automatisé de vote numérique, utilisant la méthode du vote alternatif et le système de signature GnuPG, sous un an à partir de la dernière assemblée générale.

Article 9 *Conditions particulières pour l'élection du conseil d'administration*

*En cas d'égalité du nombre de voix, un tirage au sort est prévu par les statuts pour départager les candidats dont le nombre de vote est *ex æquo*. Chacun des candidats concerné alternativement doit lancer trois dès à cent faces (ou toute autre combinaison de dès permettant la même simulation). Celui dont la moyenne géométrique des jets est la plus élevée sera considéré comme élu. Cette procédure doit avoir lieu dans un environnement assurant de bonnes conditions aléatoires et sous le contrôle du conseil d'administration sortant.*